

Les ultrariches, grands gagnants de la fiscalité Macron

Le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes reculera sous les effets cumulés des budgets 2018 et 2019.

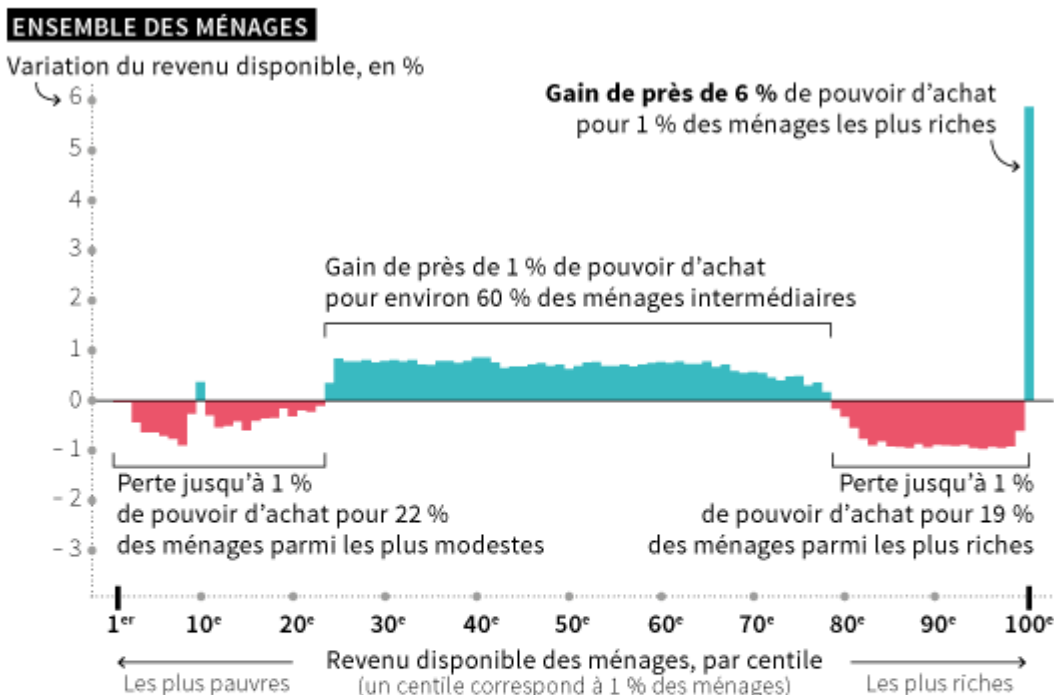
LE MONDE | 12.10.2018 à 11h31 • Mis à jour le 13.10.2018 à 09h30 | Par [Audrey Tonnelier](#)

Voilà qui devrait relancer une fois de plus la polémique sur le « président des riches », étiquette qui colle à Emmanuel Macron depuis le début de son quinquennat.

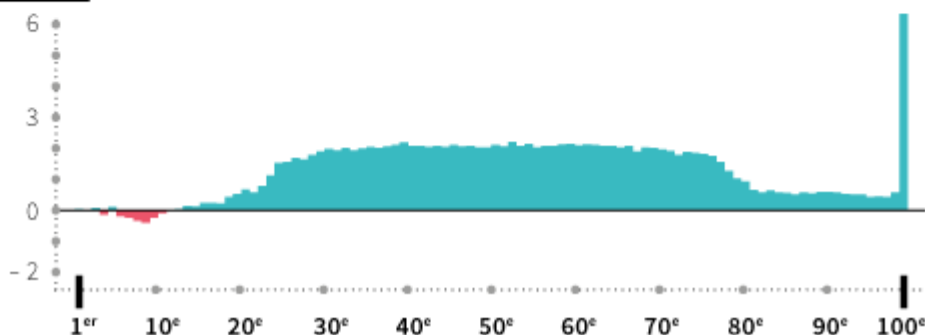
Alors que les députés viennent d'achever en commission des finances l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2019, et que le texte sera débattu dans l'Hémicycle à partir de lundi 15 octobre, l'Institut des politiques publiques (IPP), un organisme de recherche indépendant, a publié, jeudi 11 octobre, une évaluation approfondie des conséquences des mesures fiscales et sociales contenues dans les deux premiers budgets de l'ère Macron.

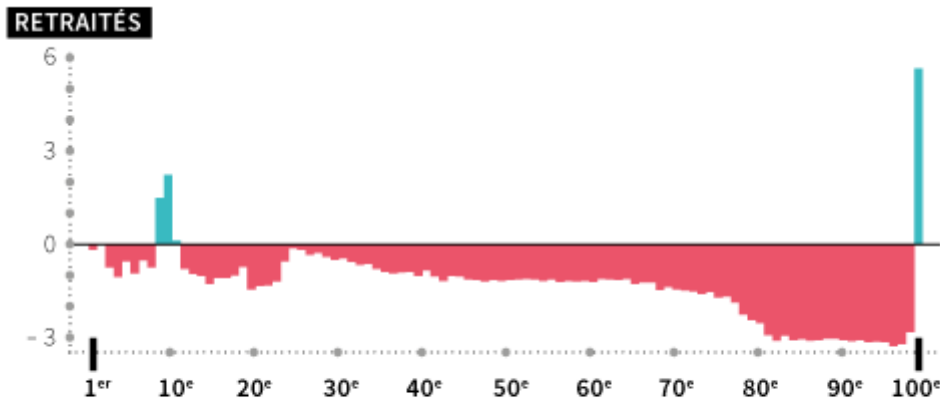
Effets cumulés des réformes budgétaires de 2018-2019 sur le revenu disponible des ménages

SELON LE NIVEAU DE REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES, EN %



ACTIFS





SOURCE : INSTITUT DES POLITIQUES PUBLIQUES - INFOGRAPHIE LE MONDE

Leurs conclusions sont sans appel : les effets cumulés des réformes 2018 et 2019 mèneront à une perte de « *revenu disponible* » – c'est-à-dire de pouvoir d'achat – pour les 20 % de Français les plus modestes (de l'ordre de - 0,5 % à - 1%). Pour les 60 % de ménages « intermédiaires » (entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches), il y aura un gain, jusqu'à près de 1 %. Le manque à gagner le plus important est enregistré par les 20 % les plus aisés (près de - 1 %), à l'exception notable des 1 % de ménages ultrariches : ces derniers verront leurs revenus dopés de près de 6 %.

Lire aussi : [La majorité défend un budget « globalement positif »](#)

Pourtant, sur l'ensemble de la population, les effets des réformes Macron sur le pouvoir d'achat devraient être positifs, de 1,2 milliard d'euros en 2019, expliquent les chercheurs de l'IPP à partir des chiffres contenus dans le PLF. En effet, au total, la baisse des prélèvements obligatoires (taxe d'habitation, « flat tax » de 30 % sur les revenus du capital...) sera plus importante que le recul des prestations sociales.

« Coût politique élevé »

Mais, par catégories de population et de revenus, les effets de la fiscalité Macron passés au tamis des modèles d'évaluation des économistes sont saisissants. Ainsi, les mesures 2018-2019 devraient faire augmenter le revenu d'un salarié au smic de 32 euros par mois en fin d'année prochaine (soit 384 euros par an). « *L'effet reste limité, car les baisses de cotisations salariales de 2018 rehaussent le salaire net et diminuent d'autant la prime d'activité. Les deux effets se contrebalancent et demeurent donc assez modérés pour le pouvoir d'achat* », détaille Claire Leroy, économiste à l'IPP.

Dans le même temps, la flat tax et surtout la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) gonfleront le portefeuille des 0,1 % de Français les plus riches de... 86 000 euros par an en moyenne. « *Emmanuel Macron a choisi de donner la priorité à l'image d'une France pro-business, mais le risque est celui d'un coût politique élevé*, résume Antoine Bozio, le directeur de l'IPP. *Désormais, tout le monde se focalise sur la hausse des revenus des très aisés. Le mauvais accueil fait à ses mesures pourrait empêcher le gouvernement de mener d'autres réformes structurelles nécessaires.* »

Lire aussi : [Présentation du budget 2019 : qui sont les gagnants et les perdants ?](#)

De fait, les conclusions de l'IPP diffèrent sensiblement de l'étude réalisée en janvier par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Ce dernier concluait qu'au bout de deux ans « *il y aura[it] essentiellement des gagnants* » à la politique fiscale du gouvernement,

même si les ultrariches en profiteraient bien davantage que les plus modestes.

Les chercheurs de l'IPP, eux, ont identifié des effets nettement plus défavorables pour les ménages modestes. Pourquoi ? Parce que, entre-temps, l'exécutif a choisi dans le budget 2019 de ne pas revaloriser les prestations familiales autant que l'inflation et de réformer le versement des allocations logement (qui seront versées sur la base des revenus de l'année en cours, et plus d'il y a deux ans). La hausse de la fiscalité du tabac et de l'énergie continue aussi à peser sur les catégories populaires, parmi lesquelles les seuls à tirer leur épingle du jeu seraient les bénéficiaires du minimum vieillesse et de l'allocation adultes handicapés, deux prestations revalorisées.

Gains nets pour les actifs

Du côté des « classes moyennes » au sens large, le gain de pouvoir d'achat s'explique essentiellement par la suppression progressive de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages – dont ne bénéficient précisément pas les 20 % les plus aisés.

L'étude met aussi en valeur des gains nets pour les actifs, alors que les retraités, notamment aisés, y perdent, frappés par la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) non compensée par des baisses de cotisations salariales, et par la sous-indexation des pensions de retraite annoncée pour 2019.

« Les effets des mesures Macron que nous identifions sur le pouvoir d'achat sont cohérents avec le discours du gouvernement sur la valorisation du travail au détriment des retraités, analyse M. Bozio. En revanche, l'impact de la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages [à l'origine d'une polémique ces derniers jours] est brouillé par le fait que les plus modestes n'en payaient déjà pas, et que certaines communes ont augmenté leur taux en 2018 [alors que la suppression se base sur les taux de 2017] ou ont supprimé des abattements. Cela fait un peu désordre ! »

Les économistes restent, enfin, circonspects sur la suppression de l'ISF et la mise en place de la flat tax. « C'est la partie [des réformes] la plus sujette à discussion. Nous ne sommes aujourd'hui pas capables de démontrer que ces mesures, très concentrées sur les très hauts revenus, ont des effets incitatifs majeurs sur l'investissement et l'emploi », conclut M. Bozio.